



## MARDI 6 JUIN

# EN GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS !

**Macron et son gouvernement s'entêtent à mettre en œuvre sa réforme régressive et brutale des retraites** et pire accélèrent ses projets destructeurs à l'encontre des lycées professionnels, de l'Assurance Chômage (une nouvelle fois !), du Service Public de l'Emploi et de l'Insertion via France Travail...et bien sûr privilégient les Primes au détriment d'une augmentation générale des salaires et traitements.

**Les « 100 jours d'apaisement » promis par le Président de la République ressemblent plus à une marche forcée vers plus de libéralisation des Services Publics, vers plus de démantèlement de notre Protection Sociale, vers plus d'attaques contre les droits des travailleurs** (avec ou sans emploi) accompagnée de discours méprisants et de pratiques autoritaires, répressives et liberticides : rassemblements ou « casseroles » interdites, arrestations abusives de manifestants, violences policières, passage en force au Parlement...

Dans le même temps, **l'inflation continue de flamber**, [selon l'INSEE](#) « les prix de l'énergie ont progressé de 41 % entre janvier 2021 et avril 2023, ceux de l'alimentation de 20 %... ». La fin des tarifs réglementés du gaz le 30 juin 2023 au nom de la sacro-sainte « concurrence libre et non faussée » va concerner 2,6 millions de personnes et contribuer à une nouvelle insécurité contractuelle. [L'étude du CREDOC](#) nous informe que la précarité alimentaire ne fait que croître, plus d'un français sur six « déclare ne pas manger assez »...

**Et pourtant l'argent existe !** En 2022, les profits du CAC40 se sont maintenus à un niveau record à plus de 138 milliards d'€ et les dividendes versées aux actionnaires poursuivent leur croissance inexorable : 67 milliards d'€ ! L'évasion fiscale coûte - quant à elle - à l'Etat entre 80 et 100 milliards d'€ ! En 2023, selon le magazine Forbes, Bernard Arnault, président fondateur de LVMH (fortune de 211 milliard d'€) et Françoise Bettencourt-Mevers, héritière de l'Oréal (fortune de 80,5 milliards d'€) sont devenus l'homme et la femme les plus riches du monde.

Le gouvernement décide de porter à 413 milliards d'€ sur 7 ans le budget de l'Armée, annonce une nouvelle baisse d'impôt pour les classes moyennes et une nouvelle purge budgétaire dans le cadre des Projets de Loi de Finances 2024.

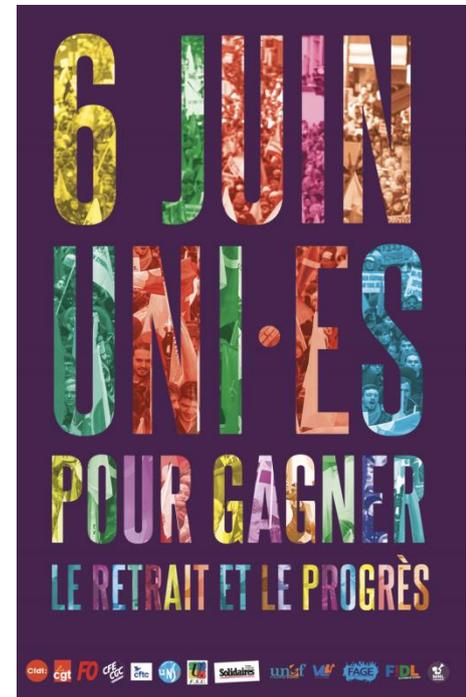
**Le projet « France Travail » - s'il voit le jour - va bouleverser le Service Public de l'Emploi et de l'Insertion** en obligeant tous les privés d'emploi à être inscrits (personnes au RSA ou reconnues TH compris), en renforçant les devoirs au détriment des droits, en priorisant le retour à l'emploi forcé « coûte que coûte », en développant le rôle des Opérateurs Privés de placement et des Agences d'Intérim. [Retrouvez le Communiqué de Presse de la CGT Pôle emploi, son analyse du rapport Guilluy et du Projet de Loi.](#)

**L'URGENCE** n'est pas de travailler plus longtemps mais **travailler toutes et tous en réduisant le temps de travail à 32H et en revenant à une retraite à 60 ans.**

**L'URGENCE** n'est pas de baisser les impôts pour les classes moyennes mais de **l'augmenter pour les plus riches, de taxer les superprofits et les transactions financières pour développer les Services Publics.**

**L'URGENCE** n'est pas **d'accroître** les primes mais bien **les salaires et les traitements** pour augmenter les moyens de la Protection Sociale.

**L'URGENCE** n'est pas de créer France Travail mais **de permettre à un véritable Service Public de l'Emploi et de l'Insertion d'accompagner les usagers en fonction de leurs choix et de leurs qualifications, et de garantir que tous les privés d'emploi puissent vivre dignement** et être indemnisés (primo accédant compris).



## LE MARDI 6 JUIN,

# TOUS ENSEMBLE EN GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS, POUR L'AUGMENTATION DE NOS SALAIRES ET DE NOS TRAITEMENTS POUR CONTINUER A EXIGER L'ABROGATION DE LA LOI SUR LES RETRAITES